

Réflexions de Jacques Delors dans le cadre de la conférence sur l'Europe Sociale organisée par le PSE

Parlement Européen - Bruxelles - 2 Décembre 2005 -

Chers Camarades,

Tout d'abord je suis désolé de ne pas pouvoir passer toute cette journée avec vous, mais lorsque j'ai été prévenu de votre réunion, j'avais déjà contracté d'autres engagements. J'aborderai successivement les modèles économiques et sociaux, les défis qui les attendent et, pour terminer, je suggérerai quelques pistes de travail.

Pour ouvrir, quand même une parenthèse sur l'Europe, j'aurais voulu, et ce sera peut-être pour une autre fois si vous le souhaitez, expliquer que contrairement à ce que disent les anti-européens et les avocats du non en France et ailleurs, la dimension sociale européenne existe bien. Elle est déjà plus consistante que certains ne le disent; qu'il s'agisse des minima sociaux, de la cohésion économique et sociale, des effets du grand marché, ou encore du dialogue social que j'avais initié en 1985. Mais à partir de là, pour aller plus loin, il faudra s'affronter franchement sur une divergence qui ne me paraît pas surmontable dans l'état actuel des choses. En effet, pour beaucoup d'entre nous, dont moi, la construction européenne, son espace économique est fondé sur la compétition entre les entreprises. Certains prétendent, notamment outre-Manche, qu'il doit être également basé sur la compétition entre les nations ; c'est-à-dire qu'à l'intérieur de l'Union et même au sein de l'UEM, on puisse se concurrencer à coups de dumping fiscal ou social. J'estime que si l'on prend cette voie - elle est déjà franchie par certains - alors il faut abandonner toute idée d'Europe politique et même d'espace commun de progrès économique et social. Ce serait d'ailleurs contraire au triptyque qui était à la base de l'Acte Unique, la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit. Sur ce point fondamental, un grand débat de clarification est indispensable. Ceci est d'autant plus nécessaire que certains pays qui reçoivent beaucoup d'aide de l'UE, pratiquent allègrement le dumping fiscal. Peut-on ainsi respecter le contrat de mariage de l'Europe ? C'est une question que je livre à votre réflexion.

Enfin, si j'avais eu le temps, j'aurais plaidé une fois de plus, et ce sans succès jusqu'à présent, pour le rééquilibrage entre l'économie et le monétaire à l'intérieur de l'Union économique et monétaire, dont l'évolution ne correspond absolument pas à l'esprit du rapport qui avait été élaboré sous ma présidence et qui a servi de trame au traité de Maastricht.

LES MODÈLES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX EUROPÉENS

Vous l'avez compris, il y a des différences entre nos pays. Avec certaines, on peut vivre et poursuivre la construction de l'Europe. Mais Il y a des divergences, sur lesquelles il faut s'affronter franchement et au besoin en tirer toutes les conséquences. Je suis de très près les expériences de tous les pays. Je préfère me référer à ces pays qui ont réussi avec l'Europe comme elle est, grâce aux différentes qualités de ces peuples et de leurs gouvernements, et notamment le courage politique dont ils font preuve. A ce sujet, j'aimerais vous citer deux lectures récentes : d'une part un ouvrage collectif édité par Anthony Giddens sur le nouvel égalitarisme qui apporte des analyses extrêmement intéressantes, notamment sur la place des femmes dans la société mais aussi des contributions d'Esping Anderson et d'Atkinson. J'attire également votre attention à propos du livre de notre camarade de la « CGIL » italienne, Bruno

Trentin, qui est pénétrant sur les questions liées au contenu du travail et aux capacités d'innovation des travailleurs (« La liberta viene prima »). Sans pouvoir développer ces contributions, je voudrais vous les citer pour compléter ce que mon exposé aura de sommaire.

Quels sont les caractéristiques des modèles économiques et sociaux européens divergents, mais surtout différents ? C'est tout d'abord l'équilibre entre la société et l'individu : la société n'écrase pas l'individu mais l'individu ne peut pas s'éclater aux dépens de la société. C'est le délicat équilibre entre responsabilité collective et responsabilité individuelle ; un grand problème philosophique que Tony Blair a abordé à sa manière depuis longtemps.

Deuxièmement, la caractéristique des modèles européens, c'est le « welfare », la couverture des grands risques. Mais c'est aussi le double compromis entre l'Etat et le marché ; entre les institutions publiques, mais aussi entre les patronats et les syndicats. Vous vous rappelez sans doute qu'à la fin de la période des années glorieuses, on pouvait affirmer que le social était une contribution au développement économique. Aujourd'hui par contre, on traite le social comme si c'était la résultante de la croissance économique et non pas comme un élément qui contribue lui aussi à un développement économique plus durable et plus solidaire. Les différences entre nos pays tiennent aux traditions et caractéristiques nationales. A ce sujet, certains pays ont été historiquement plus ouverts que d'autres vers l'extérieur. D'autres ont plus de facilité à résoudre leurs problèmes grâce à la qualité de leur système de relations industrielles, toujours performant ; par la clarification du rôle de l'Etat et le mode de financement du « welfare », par l'impôt et/ou les cotisations sur les salaires. Ceci a bien entendu donné naissance à différents modèles, mais leur diversité n'est pas un obstacle à la construction de l'Europe, ce serait plutôt une richesse. Ces modèles ont dû faire face, depuis le milieu des années 1970, à des défis redoutables qui les menacent, pas simplement dans leurs caractéristiques, mais dans leur essence même. La question est : comment s'adapter sans se renier ? Comment s'adapter tout en gardant les valeurs qui sont celles de la sociale démocratie ?

LES DÉFIS LANCÉS À NOS MODÈLES SOCIAUX

Je souhaiterais vous faire partager mes réflexions autour de **cinq de ces défis** :

- **Les mutations dans l'organisation et le contenu du travail.** C'est l'aspect dont on parle le moins. Aujourd'hui, nous sortons du système dit Taylorien qui s'appliquait à 80% des travailleurs, pour aller vers un système différent qui apporte plus d'autonomie pour les travailleurs mais aussi plus d'incertitude et plus d'insécurité.

- **L'évolution démographique et ses conséquences sur le système du « welfare ».** L'espérance de vie augmente considérablement dans nos pays. Il y a donc un déséquilibre que personne ne peut contester. La démographie est la mère de l'économie. On ne peut échapper à en tirer les conséquences en pensant à l'avenir et aux charges qu'auront à supporter les nouvelles générations.

- **L'évolution des valeurs vécues, des comportements,** et notamment de la famille, les divorces, les familles monoparentales et les femmes seules. C'est un élément qui nourrit l'inégalité entre hommes et femmes. Il pose le problème de l'accompagnement de ces familles monoparentales ou de ces personnes seules qui en général n'ont pas un emploi stable et qui ne bénéficient pas d'un environnement leur permettant d'éduquer leurs enfants. Dans le livre collectif d'A. Giddens, il y a beaucoup d'éléments intéressants sur les conséquences de ces comportements, mais aussi sur la politique sociale et les politiques publiques, notamment, sur

la définition d'un service public permettant à ces familles défavorisées de pouvoir combiner un travail stable avec l'éducation de leurs enfants et une vie relativement épanouissante. C'est une question qui est devenue essentielle.

- **Le coût du travail et le financement du « welfare » face à une concurrence terrible.** Je constate, toujours avec étonnement, que lorsque l'on parle de l'OMC, il est souvent fait référence aux Etats-Unis, à l'Europe, au Japon et aux pays en développement. Une lecture plus juste correspondant mieux aux réalités devrait être : les pays en développement d'un côté et les pays qui émergent comme le Brésil, la Chine et l'Inde. On ne peut pas nous demander d'avoir le même élan de solidarité pour les seconds que pour les premiers. Néanmoins, certains continuent d'affirmer, dans une sorte d'idéologie courante chez les apôtres du libre-échange, que nous n'avons pas de cœur. Et pourtant, le Brésil, la Chine et l'Inde sont dans une autre catégorie que l'Afrique, le Sri Lanka ou le Bangladesh.

- **Le déséquilibre croissant entre le capital et le travail,** et notamment le capitalisme financier qui domine. Il se traduit, en France, -par exemple- par une coupure énorme entre ces managers auxquels adhèrent d'ailleurs une partie de la fonction publique en rêvant peut-être d'en faire partie, et le reste de la population. Mais il ne s'agit pas simplement d'un écart de revenus : le premier groupe n'arrive plus à comprendre comment on peut arriver à vivre avec 800 euros, 1 000 euros ou 1 400 euros par mois. Si les sociaux-démocrates n'intègrent pas ces données, ils laisseront à l'extrême droite et à l'extrême gauche le soin d'aviver ces craintes, d'accentuer ce sentiment de ne pas être compris, voire à être rejetés. Je pense aussi au rapport de forces entre les patronats et les syndicats pour constater que dans certains pays, les syndicats ne sont plus à même d'imposer la négociation collective. Au Royaume-Uni, par exemple, il n'y a que 30 % des salariés qui sont couverts par une convention collective concernant les conditions de travail et les salaires. Bref, le défi est grand et la mondialisation ne fait qu'accélérer ces changements. Il me semble qu'il faut regarder en face ces défis et encore une fois essayer de s'adapter sans se renier.

QUELQUES PISTES DE TRAVAIL

Tout d'abord, en écho à l'évolution du contenu et de l'organisation du travail, quelle nouvelle typologie pour le travail ? Je ne dis pas encore quelles formations pour le travail, mais quelle typologie avec quelles conséquences ? Quel lien existe-t-il aujourd'hui entre les manipulateurs de symboles, ceux qui travaillent dans les nouvelles technologies de l'information, les travailleurs autonomes qui étaient hier dans une hiérarchie et un système précis d'organisation du travail et qui aujourd'hui doivent prendre des initiatives, dans un système plus flexible ? Ces travailleurs-là, -qu'il ne faut pas oublier-, élevés dans un système à dominante taylorienne, quand ils atteignent 50 ans ou plus, on peut comprendre leurs difficultés d'adaptation. A contrario, les jeunes sont-ils suffisamment préparés à affronter cette relative autonomie du travail ? Prenons attention, notamment, au développement des services à la personne qui s'accroissent d'une manière anarchique et, parfois, sans que les travailleurs intéressés aient reçu une formation valable : qu'il s'agisse de surveiller des enfants, de s'occuper des personnes âgées, et autres formes d'aides Pourtant, c'est un secteur qui sera fortement créateur d'emplois. A défaut de trouver un nouveau Marx, ou un nouveau sociologue du travail, il faut absolument, penser à la situation sociale de chacun, à l'avenir, à l'égalité des chances. Une typologie plus fine des évolutions de l'organisation du travail est donc nécessaire.

- **Comment accroître l'égalité des chances ?** Le nouveau livre collectif déjà cité remet en cause certaines idées de Tony Blair en ce qui concerne l'égalité des chances. Autrement dit, est-ce qu'en renforçant la responsabilité individuelle -ce qui était nécessaire, je le reconnais-, nous réussissons toujours à accroître l'égalité des chances ? Pour reprendre les thèses d'Amartya Sen, ce qui est fondamentalement en cause, c'est la capacité réelle de chacun à assurer sa liberté et à s'épanouir dans la vie professionnelle comme dans la vie en général. Le vrai fondement de l'inégalité, c'est précisément la capacité, c'est-à-dire la capacité de chacun de prendre confiance en lui-même et de se réaliser. Il faut que l'éducation apprenne à chacun à être, à faire, à vivre ensemble et à s'adapter. Telles seraient les bases d'un système éducatif qui mettrait au centre de la réflexion les capacités et non pas simplement l'idée qui est devenue trop vague d'égalité des chances, puisque la droite l'a reprise à son compte et l'a d'ailleurs dévoyée. C'est là toute la question de l'éducation première et de la formation permanente. Comment redonner à chacun, et notamment aux moins favorisés, le goût de la formation permanente ? Cessons de parler d'éducation tout au long de la vie alors qu'on ne sait pas encore comment concilier l'éducation première et la formation permanente. Long Life Training est devenu un mot à la mode, mais un mot vide de tout contenu pratique. Mais des pays comme la Suède, la Finlande, par exemple, ont très bien réussi dans les domaines de la formation des adultes et de l'égalité des chances.

- **Quel rôle pour les services publics ?** Doit-on dire services publics ou services d'intérêt général ? Quand on approfondit les problèmes de l'exclusion sociale, quand on voit ces personnes seules, ces familles monoparentales, ces travailleurs démunis de toute confiance en eux-mêmes, licenciés, on se dit quand même qu'il faut réhabiliter la notion de services d'intérêt général. Le marché, même dynamique, ne saurait le faire, à lui seul. A cet égard, il y a un domaine dans lequel des progrès ont été réalisés, c'est en matière de services de l'emploi. En ce qui concerne l'activation des dépenses sociales, là aussi on peut rendre hommage au Danemark, à la Suède, à la Finlande, aux Pays-Bas et à la Grande-Bretagne qui ont su moderniser leurs services de l'emploi et donc ont réussi à diminuer quelque peu l'inégalité des chances. Bien entendu, on peut discuter sur le « workfare » mais ne faisons pas de philosophie : les pays qui n'ont pas réussi devraient regarder davantage ceux qui ont avancé dans ces domaines.

- **Comment traiter ceux qui visiblement ne peuvent plus être réintégrés par le travail ?** Et ils sont nombreux. En France, nous avons le Revenu Minimum d'Insertion. Parmi les catégories qui en bénéficient, il y a des gens qui pourraient retravailler, retrouver leur dignité et la confiance en eux par le travail, d'autres qui ne pourront pas y parvenir pour multiples raisons. Que faire avec ces derniers ? Certains s'insurgent alors contre l'idée d'allocation universelle de peur que cette dernière n'encourage la paresse. Aucun socialiste ne peut passer à côté de cette question. Une fois que tout a été essayé, il y a des gens qui visiblement ne peuvent pas se réintégrer par le travail à supposer qu'il y ait du travail pour tout le monde, ce qui reste à prouver.

- **Comment valoriser le rôle de l'échelon local combiné avec des réseaux ?** L'une des raisons des succès dans les pays cités plus haut, c'est l'agrégation au niveau local entre tous les partenaires : les pouvoirs communaux, l'Etat et ses délégations locales lorsqu'il y en a, les associations, les entreprises, les organisations syndicales. Cette agrégation au niveau local est une des raisons des succès de la lutte contre le chômage. Il faut donc regarder ces expériences et se demander si dans les autres pays, il y aurait une sorte d'allergie à cette forme de « bottom up ».

- **Quel équilibre financier au total ?** On retrouve la question philosophique entre responsabilité individuelle et responsabilité collective, qui peut se décliner par de la prévoyance individuelle, combinée avec de la prévoyance collective, et par de l'épargne que certains peuvent accumuler pour essayer d'améliorer leur troisième, puis quatrième âge. Cette question doit aussi être étudiée parce que les jeunes générations, quelles que soient les idéologies dominantes, s'en préoccupent. Par exemple, de jeunes parents de 25-30 ans pensent déjà à épargner pour financer les études supérieures de leurs enfants. Quelle est donc la part de prévoyance individuelle compatible avec nos idées social-démocrates ? Il faut reconnaître, bien entendu, qu'il y aura des tentations : il y a la droite qui guette toujours toute ouverture venant de la gauche pour cautionner des mesures réactionnaires. Mais cette question se pose, de même que se pose celle de la pondération entre l'impôt et les cotisations sociales. Nos systèmes sont différents sur ce point-là, des problèmes très importants se posent. Ainsi, par exemple, l'une des causes de la pauvreté en France, c'est l'emploi instable ou peu rémunéré. D'où ces « travailleurs pauvres » qui concrétisent cette forme d'inégalité des chances. Il y a une grande polémique pour savoir si, pour ce travailleur pauvre, la puissance publique doit donner un revenu complémentaire, une sorte d'impôt négatif. Cette question est également importante, car elle fait partie de la réflexion pour une politique d'inclusion dans la société. En France, nous avons fait des travaux sur cette réalité des travailleurs pauvres qui montrent que cette question est loin d'être théorique. D'un autre côté, si l'on accorde une prime trop forte, alors c'est la réalité du salaire qui disparaît. Le juste milieu est donc difficile à trouver. Il faut laisser aux partenaires sociaux le soin de négocier des salaires décents. Comment faire en sorte que cette aide aux travailleurs pauvres devienne une opportunité pour un meilleur être des travailleurs, comme pour le développement de l'emploi et des entreprises ? C'est une question qu'il faut absolument aborder.

Je n'ai pas la possibilité d'aller plus loin aujourd'hui. Je n'ai d'ailleurs pas la prétention d'avoir des réponses à toutes ces questions. Au PSE de s'en saisir et de renforcer notre capacité politique au service des idéaux socio-démocrates.